



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 9 FEVRIER 2022

MONUSCO

ITURI

La MONUSCO a renforcé sa présence dans la zone de Plaine Savo après l'attaque meurtrière du 1^{er} février contre un camp de déplacés par la CODECO. Avec l'armée congolaise, elle conduit des patrouilles préventives dans la zone.

Des troupes supplémentaires ont été envoyées sur place et la Mission est restée en contact avec les autorités pour coordonner les mesures de sécurité et appeler à une présence accrue des forces de sécurité nationales. En outre, la Mission poursuit son engagement avec l'administrateur du territoire et des leaders communautaires afin de réduire les tensions et prévenir l'escalade la violence dans le territoire de Djugu.

L'attaque du 1^{er} février a été fermement condamnée par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, ainsi que par sa Représentante spéciale en RDC, Bintou Keita.

Le Secrétaire général appelle les autorités congolaises à enquêter sur ces incidents et à traduire les responsables en justice, tout en notant le caractère répréhensible de ces attaques sur un site où des civils déplacés avaient cherché la protection et l'assistance humanitaire. Le Secrétaire général réitère que les Nations Unies, par le biais de sa Représentante spéciale en République démocratique du Congo, continueront à accompagner le Gouvernement et le peuple congolais dans leurs efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays.

En outre, la MONUSCO a lancé le 6 février une opération à Uzi, à environ 15 kilomètres au sud de Djugu, où la présence de miliciens CODECO était signalée en préparation de possibles nouvelles attaques contre des sites de déplacés. L'opération a permis de chasser les miliciens de la zone.

FESTIVAL AMANI

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, était à Goma le weekend dernier pour le festival Amani dans le quartier Kituku. Là, elle a d'abord visité quelques stands tenus par des ONG de développement basées à Goma ainsi que les stands tenus par les agences du système des Nations Unies, telles que l'UNICEF, le PAM, l'OMS ou encore le PNUD et le FNUAP.

Ensuite, elle a pris part à un panel de discussion en direct sur les ondes de la radio Kivu Star depuis le lieu du festival. La discussion portait sur : *La culture et l'art dans le développement durable de la région du Kivu et des grands lacs.* Elle a aussi distribué aux jeunes présents des dépliants conçus par la MONUSCO portant sur la désinformation sur les réseaux sociaux et comment tenter de maîtriser cette désinformation.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Le 5 février, Bintou Keita a rencontré à l'hôtel IHUSI à Goma des diplomates et des directeurs d'entreprises partenaires du festival ainsi que les organisateurs du festival Amani afin de parler de la prochaine édition du festival. Elle a ensuite rencontré des jeunes leaders du Nord-Kivu pour recueillir leurs aspirations et attentes quant aux efforts de consolidation de la paix et de stabilisation de la région.

Notant que « le festival intervient dans un moment difficile où plus de 60 personnes ont perdu la vie dans un massacre de personnes déplacées en Ituri », la Représentante spéciale a expliqué qu'il était important de montrer que « dans le contexte de consolidation de la paix, on a besoin d'avoir non seulement des discours sur les aspects les plus sombres du travail sur la paix, mais aussi de valoriser ce qui marche et ce qui peut être un vivier d'amélioration, de renforcement et de consolidation de la paix ».

« C'est la raison de ma présence : dire que le festival Amani comme d'autres festivals sur le continent sont des outils importants. Il faut les valoriser pour qu'ils puissent continuer à vivre », a-t-elle ajouté.

NORD-KIVU

La section des Affaires civiles et ses partenaires ont conclu le 6 février une séance de dialogue de cinq jours sur « la paix et la cohésion sociale » à Rutshuru.

20 participants des territoires du Sud Lubero, Masisi et Rutshuru ont assisté à ladite session dont les administrateurs territoriaux de Lubero et Rutshuru, les chefs de chefferie de Batangi, Bamate, Bwisha et Bwito, les chefs de secteur d'Osso-Banyungu et de Katoyi, et les chefs de groupement de Tama, Itala, Binza, Bukoma, Mutanda, ainsi que les leaders communautaires du Sud Lubero, Nande, Hutu et Hunde de Rutshuru et la société civile des territoires de Lubero et Rutshuru.

Les participants ont évalué le contexte sécuritaire et la dynamique de réconciliation dans le Sud Lubero, Rutshuru et Masisi et évalué les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans les « *Actes d'engagements* » signés en 2018, 2019 et 2021.

PROTECTION DE L'ENFANT

Suite aux efforts de sensibilisation entrepris par la section Protection de l'enfant (SPE) et ses partenaires, un groupe de 10 éléments parmi les membres de l'UPDC, dont 8 adolescents présumés, ont abandonné le groupe armé à Nyandekwe et Kipopo, dans les groupements Ufamando I et II, dans le territoire de Masisi. Ce groupe a demandé le soutien de la MONUSCO pour séparer les garçons et leur fournir l'assistance nécessaire. Le 31 janvier 2022, la SPE a coordonné une mission conjointe à Miano, Ufamando I, avec deux ONG locales et un représentant de la Division des Affaires sociales, afin d'identifier et de vérifier les enfants de ce groupe et de prendre les mesures nécessaires par la suite (réunification familiale ou référence des enfants à une famille d'accueil temporaire dans la région).

Après l'exercice d'évaluation de l'âge, un total de 8 adolescents âgés de 15 à 16 ans ont été identifiés. Au cours des entretiens, certains ont déclaré avoir été recrutés lorsqu'ils avaient moins de 15 ans. Certains ont déjà été

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

ramenés chez eux et les autres ont été placés dans des familles d'accueil temporaires en attendant leur réunification familiale.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Andrew Silvano MTALI, Chef du bureau d'information publique militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force de la MONUSCO a continué à mener des opérations dans ses zones de responsabilité en répondant vigoureusement aux incursions des groupes armés qui ont récemment augmenté dans divers endroits. La Force a pu mener de nombreuses activités opérationnelles, notamment des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes. En outre, la Force a continué de travailler en étroite coordination et coopération avec les forces de sécurité de l'État pour assurer la protection des civils.

En outre, la Force a utilisé ses ressources d'ingénierie pour participer à divers projets visant à soutenir le peuple de la RDC. En étroite collaboration avec le gouvernement local, la Force, grâce à son Génie militaire, a pu faciliter la réhabilitation rapide et complète de la route Katoto - Lita- Djili (12 km) et celle de la route Eringeti – Kainyama1.

La Force de la MONUSCO a, dans tous les Secteurs, continué à mener une action rapide et vigilante, en lançant des forces mobiles de réaction rapide dans les zones ciblées et vulnérables pour dissuader les groupes armés et protéger la population, permettant ainsi à la population locale de poursuivre ses activités normales. En outre, les forces de la MONUSCO ont également mené des opérations conjointes avec les FARDC pour prévenir les incursions ennemies, éviter les crimes, dominer leur zone de responsabilité et anticiper tout problème de protection des civils.

Suite à des informations persistantes sur un éventuel regroupement de la milice dans une zone du territoire de Djugu (Ituri), la Force de la MONUSCO a intensifié ses patrouilles de jour et de nuit dans la zone en collaboration avec les FARDC. Suite à l'attaque contre le site de déplacés de Plaine Savo dans la nuit du 1er février 2022, un renfort d'une compagnie mécanisée de casques bleus uruguayens a été déployé à Bunia pour la protection des civils. De plus, 18 civils blessés ont été évacués par l'unité d'aviation utilitaire bangladaise de Bayoo vers l'hôpital civil de Bunia.

Enfin, les actions des secteurs dans les zones sensibles ont dissuadé et atténué la menace de violence dans toute la zone d'opération, assurant la protection des civils et la sécurité. La présence de Casques bleus a assuré la protection et la stabilité locales avec des patrouilles de domination robustes, un engagement contre les groupes armés et un soutien constant aux forces de sécurité locales. La Force poursuivra tous ses efforts pour soutenir et promouvoir la stabilité et la paix en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

PLANIFICATION

Le Système des Nations Unies organise du 8 au 11 février 2022 un atelier de formulation du plan de travail conjoint 2022 – 2023 de l'Equipe de Pays. Les travaux réunissent les experts du système, ceux du gouvernement, de la société civile et du secteur privé.

L'objectif principal de l'atelier est de permettre à l'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC d'élaborer avec ses partenaires le plan de travail conjoint 2022-2023 de manière participative et inclusive ; une démarche qui va permettre de promouvoir la cohérence et les synergies tout en évitant les doublons.

Le plan de travail conjoint des Nations Unies est un instrument grâce auquel le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est opérationnalisé. Il s'agit d'un outil de réflexion, de planification, de budgétisation, de mobilisation des ressources, de mise en œuvre, de suivi et d'apprentissage conjoint. Il permet à l'équipe de pays de positionner ses capacités collectives vis-à-vis du gouvernement et des autres partenaires.

OIM-ONU FEMMES-PNUD

La partie théorique de la formation des policiers du Kasai sur les principes de police de proximité a été clôturée ce lundi 5 février dans la province du Kasai Oriental. Cette formation s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique », mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations, ONU Femmes et le Programme des Nations Unies pour le Développement, grâce au financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF).

En tout, 203 agents, dont 6 femmes, ont été sélectionnés et ont suivi cinq mois de formation à l'école de police de Tshipuka à Mbuji-Mayi. La formation a porté, entre autres, sur : Police de proximité, Droits de l'enfant, Droits de l'homme et Droit International Humanitaire, Droit et procédure militaire, Droit Pénal Général, Ethique et Déontologie, Ordre public, Ordre serré, Organisation de la PNC, MROP, Police de Circulation Routière, Procédure pénale, Lutte contre les violences basées sur le genre, Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA). Cette formation permettra aux apprenants de mieux accomplir leur mission régaliennne notamment celle de la sécurisation des citoyens et de leurs biens pour enfin contribuer à la restauration de la confiance et de l'image de l'Etat en général vis-à-vis de la population.

Dès leur retour à Tshikapa, ces agents de la police poursuivront la formation par un stage d'un mois pour mettre en pratique les connaissances acquises au cours des cinq mois passés, avant d'être déployés dans les différents commissariats et sous-commissariats de la province.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06